

APPEL À CANDIDATURES N° 01/2025 POUR UN POSTE D'UN·E ASSISTANT·E TECHNIQUE PARTICIPATION, ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET COMMUNICATION

Projet MPOX : Contribution au renforcement du système de santé de la RDC et de sa résilience, afin qu'il puisse répondre à toutes les épidémies et à tous les risques sanitaires - Contrat de subvention de l'Union européenne

Organisation : **ULB-Coopération**

Lieu de l'emploi : **Kabinda, Lomami - RDC**

Type de contrat : **CDD**

Date : **Juin 2025**

1. Contexte et objet de l'appel à candidatures

La RDC fait face à une augmentation sans précédent de cas suspects et de décès dus à différents virus. Le 16 décembre 2022, le ministre national de la Santé Publique, Hygiène, Prévention et Prévoyance Sociale a déclaré, à l'échelle nationale, une nouvelle épidémie de variole simienne (communément appelée Mpox).

En réponse à cette épidémie, la RDC s'est dotée en mars 2024 d'un Plan national intégré de préparation et de réponse à l'épidémie du virus Mpox incluant la vaccination et la surveillance basées sur l'approche « OneHealth ».

Dans ce contexte, le projet « MAV+ in Africa (Part III) : ACT- 62011 », financé par l'Union européenne (UE), entend « contribuer au renforcement du système de santé de la RDC et de sa résilience, afin qu'il puisse répondre à toutes les épidémies et à tous les risques sanitaires, au niveau de sept provinces (40 ZS) sous financement de l'UE et de neuf provinces hotspots Mpox (22 ZS hotspots) ».

Ce projet s'est fixé deux objectifs spécifiques :

- **OS 1** : Renforcer la résilience du système de santé face aux urgences et aux risques sanitaires par le biais d'une meilleure préparation et riposte aux épidémies dans sept provinces (40 ZS) sous financement de l'UE (Nord-Kivu, Haut-Uele, Ituri, Kasai-Central, Lomami, Kongo-Central et Kasai-Oriental) pour une durée prévisionnelle de 24 mois ;
- **OS 2** : Répondre à l'urgence Mpox au sein des 22 ZS hotspots de neuf provinces (Sud-Kivu, Équateur, Sankuru, Sud-Ubangi, Tshopo, Tshuapa, Bas-Uele, Nord-Kivu et Kinshasa) pour une durée prévisionnelle de 8 mois.

Le projet est mis en œuvre par un consortium de trois ONG, Malteser International, MEMISA et ULB-Coopération. Malteser International, en tant que chef de file du consortium, assurera la coordination entre les codemandeurs de manière à créer des synergies et une complémentarité des activités dans les différentes provinces et zones de santé.

Les principaux défis liés à la réponse sont la méconnaissance de la variole simienne par la population, l'insuffisance des mécanismes de prévention et de surveillance ainsi que les insuffisances dans la riposte contre les maladies infectieuses, dont le MPox.

Dans ce contexte, il est ouvert sur les fonds du projet, un poste d'un·e **Assistant·e Technique Participation, Engagement communautaire et Communication** basé·e à **Kabinda, dans la Lomami**, qui intégrera l'équipe d'appui en rapport avec les activités du projet.

2. Relations

L'Assistant·e Technique travaille, sous la supervision du chef du projet et sera en relation avec les équipes administrative et technique impliquées dans la mise en œuvre du projet MAV+ in Africa et d'autres projets connexes.

La durée des prestations est déterminée. Toutefois, le poste est supposé s'achever avec la fin du projet tel qu'actuellement financé (décembre 2026).

3. Missions et tâches

L'Assistant·e Technique Participation, Engagement communautaire et Communication assumera des tâches liées au renforcement de la participation des acteurs, y compris communautaires, dans le secteur de la santé, environnemental et agricole, dans une perspective de renforcement du système de santé face aux épidémies dans une vision OneHealth.

▪ Plus spécifiquement :

A1. Mettre en place les dispositifs d'information, planification, et de formation dans les zones de santé

- Analyser les acteurs et dynamiques des acteurs dans les Zones de santé ciblées par le projet
- Organiser des enquêtes CAP sur les thématiques de santé (MPOx, maladies infectieuses ...) auprès des acteurs cartographiés
- Identifier les perceptions et critères utilisés par les acteurs en rapport avec les personnes à risque
- Identifier les dynamiques communautaires ainsi que les pratiques communautaires favorables et non favorables à la lutte contre les maladies infectieuses, dont le MpOx ;
- Appuyer l'élaboration d'un plan d'action participatif d'information et sensibilisation
- Soutenir la mise en œuvre les activités de sensibilisation et de communication des communautés sur la lutte contre les maladies infectieuses, dont le Mpox ;

A2. Renforcer les connaissances, les compétences et les capacités d'action des acteurs communautaires dans une vision OneHealth

- Appuyer l'organisation des séances d'information sur les maladies infectieuses, principalement le MPox
- Soutenir la mise en place des groupes de réflexion et d'action et des réseaux d'acteurs de lutte contre les maladies contagieuses, dont le MPox dans les quartiers, villages ;
- Mobiliser et soutenir les brigades d'assainissement et d'hygiène

- Appuyer la formation des RECO, CAC et leader communautaire à l'application d'approche PFIM, promotion de la santé, en gestion, animation, plaidoyer, communication...

A3. Soutenir les actions communes pour agir sur les déterminants sociaux de la santé, dans une perspective OneHealth

- Appuyer l'organisation des fora populaires d'échange et discussion sur la santé ses déterminants dans le milieu et les services de santé,
- Appuyer les groupes de réflexion, les associations locales dans l'effort d'amélioration de leur environnement et leur cadre de vie
- Appuyer les FoSa dans leur effort de mise en place de trajet de patient respectant les mesures de protection de la personne (approche humaniste en soins) ainsi que l'environnement et biodiversité ;
- Appuyer les initiatives locales de lutte contre les maladies contagieuses et d'Empowerment des communautés (élevage, culture des espèces à valeur nutritive, ...)
- Encourager les entrepreneurs locaux dans la production et la transformation des produits locaux de lutte contre les maladies infectieuses (production des intrants PCI, EPI, ...)

A4. En ce qui est de la communication et visibilité des actions mises en œuvre par le projet

- Contribuer à l'élaboration de la stratégie de communication de l'ONG ;
- Assurer, en collaboration avec le siège, la visibilité et la communication autour des projets mis en œuvre par ULB Coopération;
 - Prendre ou recueillir des photos relatives aux différents résultats ;
 - Rédiger des articles pour les publications de l'ONG ;
 - Contribuer à l'élaboration des dépliants périodiques ;
 - Participer à des événements (conférences, festivals) ;
 - Travailler avec des journalistes pour assurer la couverture médiatique des activités du projet ;
 - Contribuer à l'élaboration du plan de communication et assurer son suivi durant l'année ;
- Assurer le rapportage auprès des bailleurs, pour les aspects liés à la participation, la recherche-action, la capitalisation et la visibilité ;
- S'assurer de la visibilité et notoriété de l'ULB Coopération auprès des structures partenaires et des tiers ;
- Mettre en œuvre la stratégie de réseautage de l'ULB Coopération auprès des acteurs et opérateurs locaux ;
- Documenter les actions de communication et de visibilité ;
- Collaborer aux évaluations et suivis périodiques du projet ;
- Répondre aux besoins ponctuels des autres membres du personnel du PADISS sur les questions touchant au domaine social, communication, engagement communautaire et de la participation ;
- Effectuer toute autre tâche demandée par la hiérarchie du projet et d'ULB Coopération.

En outre, l'Assistant·e Technique Participation, Genre et Communication s'engage au respect de la charte d'ULB-Coopération, en particulier de ses règles déontologiques et d'intégrité, au respect des règlements et des procédures d'ULB-Coopération et au respect des procédures des bailleurs de fonds.

4. Modalités du contrat

- Contrat à durée déterminée, assorti de 6 mois d'essai ;
- Evaluation annuelle règlementaire.

5. Qualifications et expériences attendues

- Titulaire d'un diplôme d'études supérieures dans le domaine de la **Santé**, des **Sciences sociales** ou de l'**anthropologie** (critère éliminatoire) ;
- Formation complémentaire et/ou certification dans le domaine de la santé publique ou de la gestion du développement ;
- Bonne **connaissance des langues, us et coutumes locales et du contexte général** de la province de **Lomami** (atout) ;
- Bonne connaissance du système de santé et domaines connexes (agriculture, environnement, conservation de la nature) et ses acteurs dans la province de la Lomami ;
- Expérience avérée d'au moins 3 ans dans l'accompagnement des équipes, des personnels des zones de santé, des acteurs communautaires (atout) ;
- Expérience avérée dans l'implémentation des projets touchant à la lutte contre les épidémies et/ou maladies contagieuses ;
- Capacités avérées dans la réalisation des **études qualitatives et des études quantitatives** ainsi que dans la rédaction ;
- Les **candidatures féminines sont fortement encouragées**.

6. Compétences et aptitudes

- Probité intellectuelle et morale ;
- Connaissance des logiciels bureautiques de base (particulièrement Office 365) et des programmes d'analyse des données qualitatives et quantitatives ;
- Organisation et rigueur d'exécution des tâches confiées dans les temps impartis ;
- Capacité à travailler en équipe ;
- Capacité de travailler sous pression et en contexte multiculturel ;
- Capacité d'analyse et de synthèse des problèmes ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Aptitudes pour la communication (interne et externe) orale et écrite ;
- Autonomie, sens de l'initiative ;
- Ouverture d'esprit ;
- Exempt de condamnation en raison de manquements ou de comportements sanctionnés par la loi.

7. Constitution et soumission du dossier

Les candidat·e·s devront fournir les éléments suivants en un seul fichier :

- Une lettre de manifestation d'intérêt pour le poste, indiquant les motivations, la date de disponibilité, les coordonnées et adresses physique et électronique, et toute information complémentaire pertinente ;
- Un curriculum vitae à jour ;

- Les copies des diplômes et autres documents justifiant les aptitudes et qualifications du·de la candidat·e, en lien avec le poste, mentionnés dans le curriculum vitae (qui devront par la suite être certifiés conformes si le·la candidat·e est retenu·e) ;
- Au moins trois références (noms, prénoms, n° de téléphone et e-mail), dont au moins celle du dernier employeur du·de la candidat·e. Le Comité d'évaluation des candidatures pourrait s'y référer pour d'autres informations sur les aptitudes et les qualités des candidat·e·s.

Ensuite, le dossier de candidature sous pli fermé (non restituable) avec la mention « **Appel à candidature pour le poste d'Assistant technique Participation, Engagement Communautaire et Communication** » est à adresser au Coordinateur du bureau ULB -Coopération à Goma, au plus tard le **20 juin 2025 à 12h00**, heure de Goma, à déposer au Bureau de Coordination d'ULB-Coopération, au numéro 1, Avenue de l'Hôpital, Quartier Les Volcans, Commune de Goma, dans la ville de Goma, Province du Nord-Kivu (dans l'enceinte de la Division Provinciale de la Santé du Nord-Kivu) **ou Bureau ULB Coopération Kabinda , sis avenue Père Samain, Commune de Mudingayi à la procure du Diocèse de Kabinda, ou** envoyer à l'adresse courriel suivante : recrutement.goma@ulb-cooperation.org.

Ne seront examinées que les candidatures présentant l'entièreté des éléments, rendues dans délais impartis, et suivant la procédure indiquée.

8. Evaluation et sélection des candidatures

Le processus de sélection prévoit :

- Une phase d'examen administratif du contenu du dossier de candidature. Au cours de cette phase, tout élément du dossier manquant sera critère d'exclusion ;
- Une phase d'examen des dossiers soumis par rapport aux exigences du poste tant au niveau de la formation qu'au niveau de l'expérience professionnelle. A ce stade, toute candidature ne répondant pas au profil sera écartée.
- Eventuellement, une phase de tests écrits, à laquelle ne participeront que les candidat·e·s figurant à la liste de présélection et dûment convoqué·e·s ;
- Une phase d'entretien/interview : une information complémentaire sur les aptitudes et les autres qualités des candidat·e·s pourra être appréciée. Par ailleurs, ULB Coopération se réserve le droit de saisir toute administration et/ou structure mentionnée dans le CV du candidat, même si cette structure n'est pas citée comme référence ;
- Seul le·la candidat·e qui se sera classé·e en ordre utile sera proposé·e pour engagement par la commission d'évaluation.

Fait à Goma, le 05 juin 2025,

Dr Jean-Bosco KAHINDO MBEVA
Coordinateur des Projet ULB Coopération
Bureau de Goma

